Volume 37, Numéro 4 Mai 2010

Droit de parole

www.droitdeparole.org

35 ans de luttes populaires au centre-ville de Québec

Contre les hausses et les coupures

Le printemps des manif

Marie-Josée Lacombe, de Mère et monde, harangue la foule sur le parvis de l'église St-Roch, pendant la manif du 1er mai. À ses côtés, Jonathan Carmichael, du Bureau d'animation information logement (BAIL), Anne-Valérie Lemieux-Breton, du RÉPAC, et, en arrière-plan, Marie-Ève Duchesne, de Rose du Nord. Photo Élyse Groulx

Les québécoiSEs et les Québécoi-SEs s'ennuyaient-ils de manifester, en 2010 ? Ou le couple Charest-Bachand leur a-t-il insufflé cette ardeur nouvelle à coups de... mauvaises nouvelles?

Coup sur coup, en un mois, les défilés dans les rues de Montréal et de Québec (à Sherbrooke, Gatineau et dans d'autres villes aussi) ont rassemblé la population comme on ne l'avait plus vu depuis 2003-2004, première année de pouvoir de Jean Charest. Pas pour le féliciter et le porter aux nues, mais pour le vouer aux gémonies. (Mais il fallait voter autrement…)

Mais les gens manifestent-ils toujours pour les mêmes raisons, les bonnes? Le message n'est pas toujours clair, décodent nos collaboratrices Élyse Groulx et Marie-Ève Duchesne, après avoir observé la manif dite des cols rouges, le 14 avril. (Lire leur article, en page 2.)

La population est le jouet de la propagande des médias. À ce jeu, les plus riches gagnent le plus souvent, car les médias leur appartiennent, ils sont à leur service (sauf les indépendants, comme Droit de parole). Quand on manifeste son mécontentement, il faut savoir pourquoi, et ce qu'on veut. Sinon, les politiciens et les patrons finiront par vous convaincre que plus de coupures dans les services publics, plus de privatisation dans la santé, pour moins d'impôt pour les plus riches, c'est exactement ce que la population avait réclamé : «On est écœuré de payer…» pour la santé, pour l'éducation, pour les vieux, pour les bébés à naître, pour ses vieux jours! Allô! La cohérence?! Je vous annonce que vous allez vous faire f… Comment? C'est déjà fait? (R.A.)

Le défilé organisé par le mouvement communautaire, à Québec, pour la fête des travailleurs, le 1er mai. Photo Élyse Groulx

Manif des cols rouges, le 11 avril, devant le parlement de Québec. Photo Élyse Groulx

Manif des organismes communautaires, le 1er avril, à Montréal. Photo Phébus/Voix de fait

Sommaire

Les cols rouges : populaires ou populistes ? p. 2
LUNE, le refuge des prostituées, pour bientôt. p. 3
Y a-t-il du profilage social à Québec ? p. 3
Rue Ste-Claire partagée p. 4
«Le budget 2010 pour la santé et les services sociaux est le pire de l'histoire au Québec», dénonce le Regroupement de organismes communautaires (ROC 03). p. 5
Livres : «Mon potager santé» p. 7

Populaire ou populiste ?

Par Élyse Groulx

et Marie-Ève Duchesne

Des dizaines de milliers de personnes (de 10 000 à 50 000, selon les sources) ont défilé dans les rues de Québec, le 11 avril, pour livrer un seul et unique message au gouvernement : On est écœuré de payer! Outre une quarantaine de militants des organisations communautaires, dissidents de l'organisation des cols rouges (nom donné aux organisateurs de cette manifestation), les citoyennes et citoyens ont profité de l'occasion pour démontrer leur colère vis-à-vis le budget Bachand. Manifestation populiste ou populaire?

Populaire mais...

Une chose est claire, le budget Bachand ne passe pas dans la population. Toutes et tous semblent insatisfaits des mesures prises par Charest : hausses de tarifs, hausse de la TVQ (+2%), ticket modérateur en santé, etc. L'organisation des cols rouges nous aura appris une chose : moins le message du gouvernement est clair, plus grande est la mobilisation contre lui. Car, bien que cette mobilisation ait été populaire en nombre, les cols rouges ont utilisé un message vide de sens et de solutions en prenant en otage la colère des gens. Il était facile de canaliser la grogne populaire autour du message «on est écœuré de payer». Ce que les cols rouges ne disent pas, c'est pour qui sont-ils écœurés de payer? Qui devrait payer? Qui ne devrait pas? Et pourquoi?

Connaissant les tendances de droite, anti-syndicales et anti-féministes (pour ne nommer que celles-là) de l'animateur Sylvain Bouchard de la radio 93.3 qui a joué un grand rôle dans la mobilisation de cette action, on peut supposer que le message allait beaucoup plus loin que la simple expression de l'écœurement populaire. Maintenir volontairement la population dans l'ignorance des solutions envisagées par les cols rouges, c'est utiliser une colère populaire pour en faire une action populiste.

Et la gauche dans tout ça?

Pour les mouvements sociaux présents à cette manifestation, mais en retrait de l'action, la colère engendrée par le budget Bachand est justifiée. C'est dans les solutions concrètes qu'on ne s'entend pas : une redistribution équitable de la richesse, la gratuité des services publics (et non leur privatisation), l'opposition aux hausses de tarifs, etc., voilà les revendications portées par les groupes communautaires.

Pour concrétiser ces revendications au Québec, pour aller chercher l'argent là où il est, des solutions existent : la lutte contre l'évasion ou l'évitement fiscal; l'ajout d'au moins un palier d'imposition pour les particuliers à hauts revenus; la réduction ou l'abolition de certaines exemptions fiscales ne profitant qu'aux riches; la lutte contre la corruption dans l'attribution des contrats gouvernementaux et une saine gestion des finances publiques ne sont que quelques exemples d'une réelle volonté d'éviter le pire à la population.

Quand la gauche aura la même tribune médiatique que la droite, peut-être aura-t-elle la chance de mobiliser la population aussi facilement, mais avec de meilleures solutions. Pour continuer la lutte en démasquant les vrais clowns, rendez-vous sur le parvis de l'église St-Roch, le 1er mai, à 11 h 30. Pour plus d'information, appelez au Regroupement en éducation populaire et en action communautaire des régions de Québec et Chaudière-Appalaches. (RÉPAC 03-12), 418-523-4158.

Dossier Cité intramuros dans notre prochain numéro
Le conseil de quartier Vieux-Québec, Cap-Blanc et Colline parlementaire

À son assemblée générale annuelle du 18 mars, le Conseil de quartier a reçu Mme Claudette Blais, du comité de citoyens du Vieux-Québec (CCVQ), qui a invité les citoyens à participer aux États généraux du Vieux-Québec, l'automne prochain, fin octobre ou début novembre. Selon Mme Blais, l'objectif de ce grand rassemblement des citoyens est de dégager une vision commune de développement sur trente ans pour le Vieux-Québec. Les organisateurs voient grand, en effet, puisqu'ils prévoient un budget global de 350 000 $. Déjà la Ville aurait versé 100 000 $ et le CCVQ s'attend à aller chercher 150 000 $ auprès de différents ministères (Tourisme, Transport, etc.) et 80 000 $ auprès d'entreprises privées. Le lieu de délibération n'est pas encore déterminé mais les organisateurs auraient un préjugé favorable pour le Musée de la Civilisation.

Droit de Parole veut couvrir l'évènement dans la mesure de ses moyens et commencera par la présentation d'un dossier sur La Cité intramuros dans son prochain numéro, en juin 2010.

(M.B.)

DROIT DE PAROLE

Droit de Parole a comme objectif de favoriser la circulation de l'information qui concerne l'amélioration des conditions de vie et de travail des classes populaires, ainsi que les luttes contre toutes formes de discrimination, d'oppression et d'exploitation. Droit de Parole n'est lié à aucun groupe ou parti politique. L'équipe de Communications Basse-ville porte la responsabilité du contenu rédactionnel du journal. Les propos tenus dans les articles du journal n'engagent que leurs auteurEs. Droit de Parole bénéficie de l'appui du ministère de la Culture et des Communications du Québec

Dépôt légal: Bibliothèque Nationale d'Ottawa, Bibliothèque Nationale du Québec.
ISSN 0315-9574. Courrier de deuxième classe: No 40012747.
Tirage: 15, 000 exemplaires, distribués porte à porte par des camelots dans les quartiers du centre-ville.
Disponible en présentoirs.

Infographie : Serge Foisy.
Équipe du journal : Stéphanie Godin, Simon M. Leclerc, Anne-Marie Brunelle, Élyse Groulx, Marc Boutin, Renaud Pilote, Véronique Garneau-Allard, Benoit Arcand, Benoît Gagné, Les AmiEs de la Terre de Québec, Alfredo Ramirez, Isabelle Joyal, Lily Pol Neveu, Gilles Simard.
Photos : Phébus, Alsandro, Élyse Groulx, Marc Boutin.
Webmestre : Vania Wright-Larin.
Collaborations spéciales : Nicolas Lefebvre-Legault, Marie-Éve Duschesne.
Coordination : Richard Amiot.

Tirage certifié OJD

Payette et Simms inc., imprimeur spécialisé en édition

info@droitdeparole.org
www.droitdeparole.org

Droit de Parole
266, Saint-Vallier Ouest
Québec (QC)
G1K 1K2
(418) 648-8043

Le refuge des prostituées

L.U.N.E. avance

Par Richard Amiot

LUNE, le projet de refuge pour les prostituées de rue à Québec, avance. Il s'est gagné l'appui de la santé publique. Il sollicite maintenant l'aval des hommes et des femmes politiques de la conférence régionale des élus (CRÉ).

Les femmes sont conscientes qu'elle rencontreront des résistances : «On veut avoir la collaboration du public», dit Jo-Annie, une des six leaders de LUNE. «On ne veut pas être vues comme des monstres. On voudrait être vues comme des humains, mais présentement, il n'y a pas de ressources pour nous. Alors, les filles, on n'a comme pas le choix d'être à la vue», argumente-t-elle, bien au fait des plaintes fréquentes du public.

La direction régionale décidera en juin du financement d'un agent de développement pour le refuge, pour trois jours par semaine. LUNE (acronyme pour Libres unies nuancées ensemble, nom que se sont données les instigatrices) sollicite aussi l'aval de la conférence régionale des élus (CRÉ), sésame de toutes les subventions au gouvernement du Québec, pour combler la différence et payer un temps plein pour concrétiser le projet. Enfin, le groupe de ressources techniques SOSACO a offert sa collaboration pour la conception de ce site dont les caractéristiques seront peu communes (discrétion, au centre-ville, sécurité, capacité d'accueil de 15 lits, davantage pour les débordements, besoins pour des interventions sanitaires et sociales).

Trois ans de recherche

Depuis le 1er avril, le Projet intervention prostitution Québec (PIPQ) a pris sous son aile l'initiative des travailleuses du sexe, rapporte Geneviève Quinty, directrice du PIPQ. LUNE est née il y a trois ans entre les murs de Point de repère, un organisme qui vient en aide aux utilisateurs de drogues injectables. Dans le cadre d'études menées en collaboration avec la Faculté des sciences infirmières de l'université Laval, la professionnelle de recherche Amélie Bédard avait identifié, avec la vingtaine de participantes, la nécessité prioritaire d'un refuge, dans la courte liste des besoins urgents des femmes se livrant à la prostitution de rue : dormir en paix et en sécurité; avoir accès à des aliments nutritifs; contrer la violence; avoir une meilleure hygiène corporelle; obtenir des services médicaux à bas seuil (c'est-à-dire sans poser de questions ou de conditions); rehausser la protection contre les ITSS (infections transmises par le sexe ou le sang); et socialiser entre femmes TSR/UDI (travailleuses du sexe de rue et utilisatrices de drogues par injection).

Amélie Bédard, professionnelle de recherche ayant travaillé avec les femmes de LUNE.

Les trois ans de recherche financées principalement par les Instituts de recherche en santé du Canada, dans le cadre du programme de recherche communautaire VIH/sida, ont en effet confirmé que la prostitution de rue, souvent associée à l'usage de drogues injectables, est un vecteur de la transmission de maladies. Comment intervenir dans ces milieux mieux qu'en obtenant la collaboration des femmes elles-mêmes ? Il était tout aussi naturel que Point de repère passe la main au PIPQ, mieux au fait des problématiques de la prostitution à Québec.

Maintenant, de quoi aura l'air le «lieu»? (C'est sous ce nom que les femmes l'évoquent. Ne pas confondre évidemment avec la galerie d'art du même nom, rue du Pont, au centre-ville.) On a cerné les paramètres après un an de réflexion, à raison d'une rencontre par semaine. Il ne s'agit pas de reproduire le modèle des maisons closes abolies en France après la guerre et ayant fleuri dans le Red Light montréalais jusqu'aux années Drapeau (années de l'Expo et des Olympiques). Quoique... ça existe au Canada : à Vancouver, on peut s'y injecter des drogues de façon sécuritaire et les prostituées peuvent s'y faire des clients. Pas question de ça à Québec.

Offrir aux femmes de dormir en sécurité est le but du refuge. «C'est pas normal de vivre dans le froid, l'hiver, c'est dangereux, cela les fait plus consommer pour rester éveillées», rapporte Jo-Annie. À 53 ans, l'aînée du groupe a pris le temps d'écouter les autres. «Nous avons toutes un caractère fort», dit-elle. Il a fallu d'âpres discussions pour arrêter les limites du projet : les filles rentrent, elles déposent leurs choses dans un casier, il n'y a pas de fouilles, mais l'usage de drogues est interdit intra-muros. Elles ont accès à une douche, peuvent laver leurs vêtements, manger des barres tendres, des fruits, une nourriture reconstituante. Elles peuvent dormir en sécurité. Il y a des intervenants formés à ces problématiques et un gardien.

Le lieu est ouvert 24 heures sur 24, si possible, mais au moins toute la nuit, car les prostituées sont refusées dans la plupart des refuges quand elles se présentent après 22h ou si elles ont consommé de l'alcool ou des drogues. Le problème principal des prostituées de rue, surtout quand le manque se fait sentir, c'est d'accepter n'importe quoi de leurs clients, y compris les comportements les plus à risque et les relations non-protégées. Et quand elles n'ont pas de logement, elle doivent parfois accompagner le client chez lui et accepter de le servir en contrepartie.

Nous n'avons pas tous le même parcours de vie, songe Jo-Annie. Violée à 8 ans par son père, le sexe n'a pas eu le même rôle dans sa vie que pour la plupart des femmes. Elle baisse le ton en prononçant certains mots dans la conversation. Le pré-ado qui l'accompagne est son fils. Elle réagit comme n'importe quelle mère, dans cette situation. «La société nous blâme, mais on n'a pas rien, rien pour nous. Ce serait un bel avancement de la part du gouvernement, pour les gens qui nous voient dans les rues, qui ont peur. Un de nos rêves, à toutes les filles, c'est d'aider nos paires. On comprend pas qu'en 2010, il n'y ait jamais eu d'ouverture sur ce point-là», conclut-elle.

Police

Celle par qui le scandale est arrivé à la police de Montréal arrive à Québec.

La chercheure universitaire Céline Béllot présentera ses recherches sur la judiciarisation et la criminalisation des populations itinérantes à Montréal, le 25 mai, à Québec, dans le cadre d'une formation dispensée par la section de la capitale nationale de la Ligue des droits et libertés en collaboration avec le Regroupement pour l'aide aux itinérants et itinérantes de Québec (RAIIQ).[1]

La judiciarisation

Céline Bellot est professeure à l'École de service social de l'Université de Montréal et chercheure au Centre international de criminologie comparée (CICC) et au collectif de recherche sur l'itinérance (CRI). Elle a dirigé l'équipe de recherche sur la judiciarisation et la criminalisation des itinérantEs à Montréal. La professeure Bellot effectuera une recherche similaire à Québec!

Après Montréal, le professeure Céline Bellot étudiera le profilage social ciblant les itinérants et d'autres groupes dans les pratiques policières et judiciaires à Québec.

Ses recherches soutiennent les conclusions de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse qui, dans un avis rendu en novembre 2009, estime que le profilage social auquel se livre la police constitue une forme de discrimination interdite par la Charte des droits de la personne. La pratique de multiplier les constats d'infraction à l'endroit de personnes clairement identifiées à un groupe les conduit souvent devant la justice jusqu'à leur incarcération.

Les itinérantEs sont particulièrement ciblés par ces amendes, rappelle la Ligue des droits, mais d'autres gens en reçoivent également : jeunes de la rue, personnes aux allures marginales ou habillées pauvrement, toxicomanes, prostituéEs de rue, etc. La Commission estime que la sur-judiciarisation des itinérantEs ne répond pas aux critères d'application neutres et impartiaux de la loi. L'étude de la professeure Bellot portait sur Montréal. Qu'en est-il à Québec?

1 *Les droits humains et les pratiques des organismes communautaires.* (Voir le Calendrier populaire, p. 8, à la date du 25 mai, pour les détails.) (R.A.)

Des Québec différents

Des militants gais et cathos, réactionnaires et progressistes, se réunissent et manifestent le même jour, mais séparément, dans la vieille capitale.

Par Nicolas Lefebvre-Legault

Le 15 mai, Québec sera l'hôte d'activités pour le moins contrastées. Pendant que la droite catholique se réunira en haute-ville sous l'égide de la très conservatrice Campagne Québec-Vie, la gauche se réunira en basse-ville pour parler d'anticapitalisme à l'appel du Centre Justice et Foi, le tout sur fond de célébration de la Journée internationale contre l'homophobie!

Anti-choix

La Campagne Québec-Vie, fer de lance bien de cheznous des anti-choix, tient son congrès annuel à l'hôtel Château-Laurier, le 15 mai, sur le thème «une lutte pour l'âme du Québec : deux visions du mariage et de la famille». À regarder l'horaire, il semble que les pro-vies en ont aujourd'hui contre le projet de loi sur l'euthanasie et le suicide assisté déposé à la chambre des communes par la députée bloquiste Francine Lalonde. C'est en tout cas le thème qu'abordera le président de Campagne Québec-Vie lors d'un atelier en matinée et en assemblée générale.

L'après-midi sera plutôt consacré à diverses conférences sur des thèmes comme l'activisme pro-vie, les adolescents et la question de l'avortement, la natalité au Québec, l'idéologie du féminisme radical (!) et «d'homosexualisme» (sic). En soirée, Marc Ouellet, ci-devant cardinal de Québec, sera l'invité d'honneur d'un souper. À notre connaissance, c'est la première fois que la hiérarchie catholique s'associe ouvertement à l'aile réactionnaire et activiste du mouvement anti-choix.

Anticapitalistes

Fait plutôt cocasse, au même moment, une institution de l'aile gauche de l'Église, le Centre justice et foi, qui publie la revue Relation, organise une journée d'étude au cégep Limoilou sur «les défis de l'anticapitalisme», en collaboration avec le site Internet *Presse-toi à gauche*. De leur côté, les progressistes vont parler, entre autres, de la marche des femmes pour leur émancipation, d'une lecture chrétienne de l'anticapitalisme, du défi écologiste, des inégalités nord-sud, de la crise du capitalisme, etc. Aucun bonze de l'Église n'étant attendu à cette activité, c'est plutôt le mécréant auteur de ces lignes qui prononcera la conférence de clôture (sur «la perspective anticapitaliste dans les luttes sociales», c'est vous dire).

Anti-homophobie

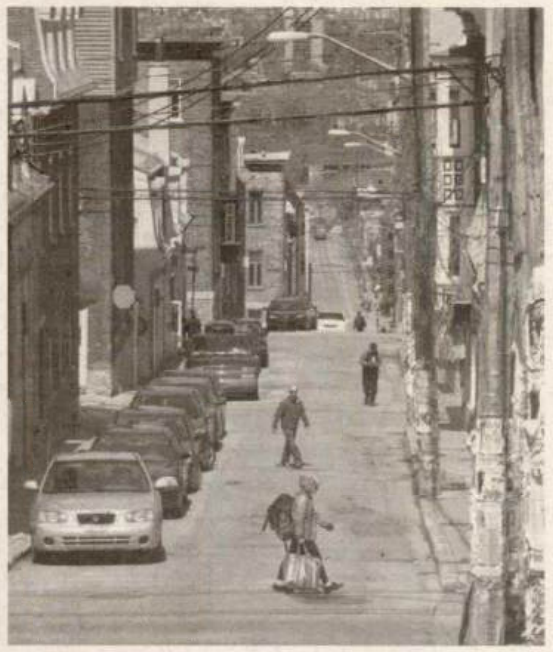
Cerise sur ce sunday idéologique, c'est aussi le 15 mai, pour des raisons de commodité, que le GLBT-Québec/Lutte à l'homophobie a choisi pour souligner la Journée internationale contre l'homophobie (le 17 mai). La marche, portant cette année sur le thème de l'homophobie dans le monde du sport, débutera à l'Assemblée nationale à 13h30 et se dirigera vers le Musée des beaux-arts.

Science-fiction

Que ce passera-t-il si tout ce beau monde se croise sur un coin de rue? Qui sait, certainEs voudront peut-être provoquer des rencontres…

St-Jean-Baptiste

Ste-Claire partagée



La rue St-Claire actuelle

Un projet original à défendre auprès d'un ministère rétrograde.

Par Marc Boutin

Le 14 avril dernier, au gymnase de l'école Saint-Jean-Baptiste, le conseil de quartier tenait une séance publique de consultation sur le projet de rue Sainte-Claire partagée. Une soixantaine de citoyens ayant répondu à l'appel, le débat fut passablement animé.

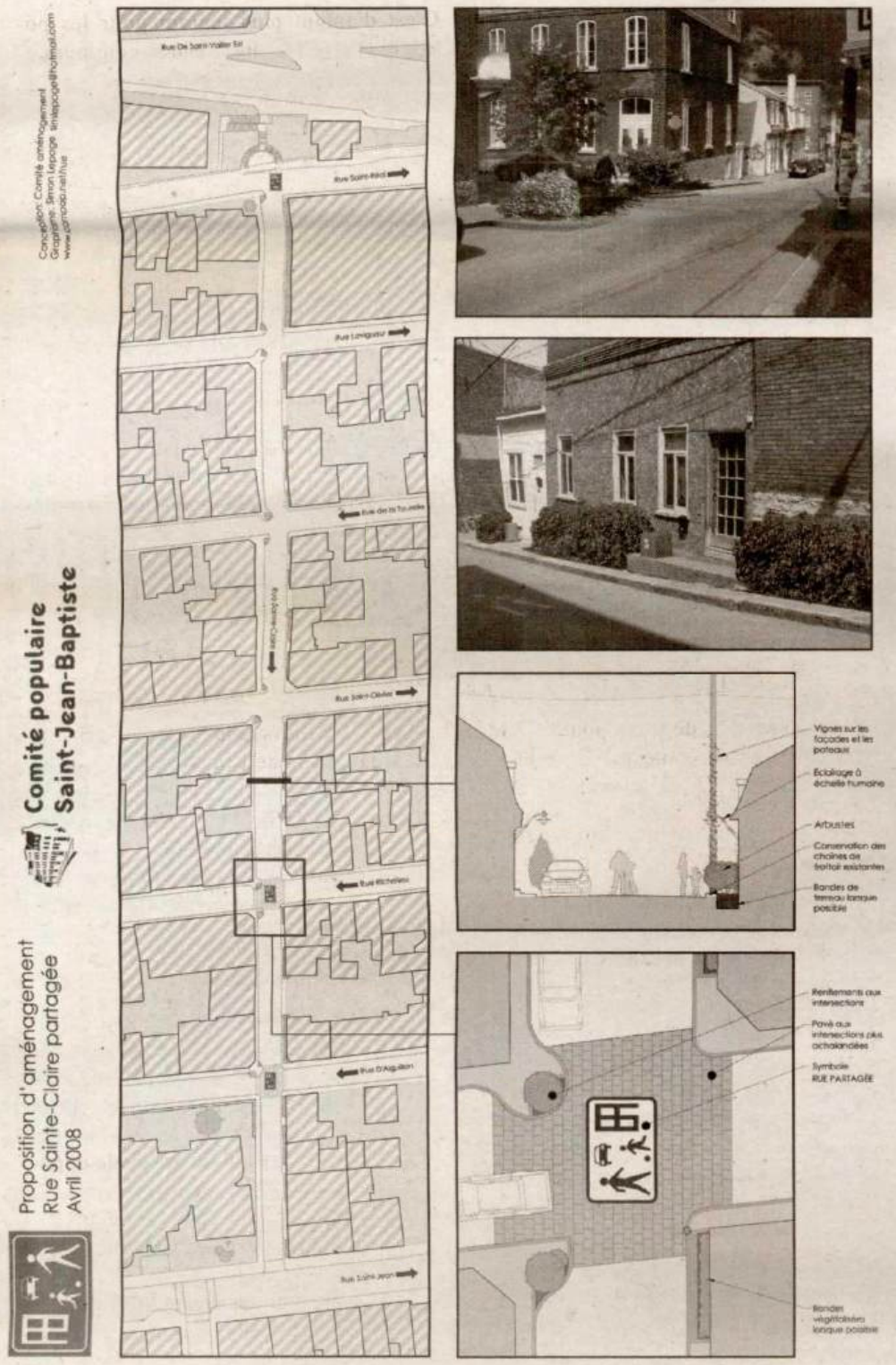
M. Jean Jobin, du service de design, à la Ville de Québec, a d'abord présenté un concept élaboré par Sabiha Torun, une architecte contractuelle à la Ville, qui habite à proximité de la rue Ste-Claire. Le projet consiste à transformer les trottoirs sur toute la longueur en espaces verts sauf bien sûr devant les portes, à installer un éclairage de rue plus convivial pour résidants et piétons et à marquer la chaussée de façon à prévenir piétons et automobilistes qu'ils circulent ensemble et en harmonie sur une rue à caractère spécifique. Toutes les places de stationnement actuellement disponibles sur la rue sont conservées dans le concept de madame Torun.

Une majorité, parmi ceux et celles qui sont venus au micro, s'est prononcée en faveur du projet. Toutefois, plusieurs ont exprimé des réserves à propos, entre autres, du manque de zones refuge pour piétons, de la végétation trop proche des stationnements, du design austère des lampadaires prévus, des bacs à végétation en pente plutôt qu'en escalier, etc. Le prix des travaux (4.5 M) en a fait réagir certains, mais il a été précisé que ce prix comprend des travaux d'infrastructure et d'enfouissement de fils qui seraient réalisés de toute façon et que la part due strictement à l'aménagement d'une rue partagée ne dépasse pas le sixième du montant total (soit environ 750 000 $).

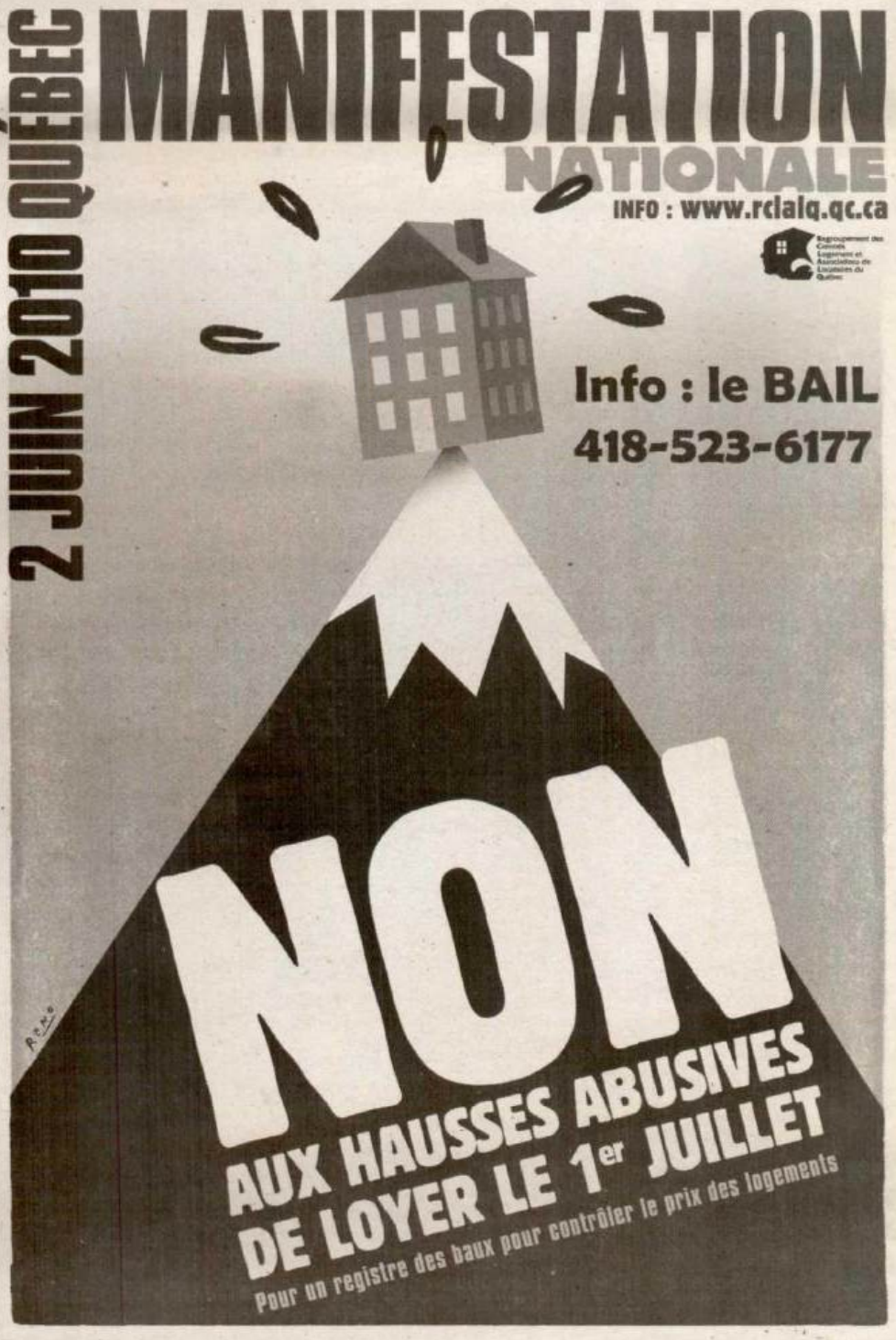
Au départ, le Comité populaire St-Jean-Baptiste a voulu éviter que la rue Ste-Claire, une fois aménagée, ne devienne une rue touristique ou trop commerciale comme certaines rues piétonnes du Petit Champlain et du Vieux-Québec (Ste-Anne, du Trésor). C'est pourquoi on a choisi le concept de rue partagée et le maintien des places de stationnement actuelles.

Il faut comprendre, pour la rue Ste-Claire, qu'il s'agit d'un véritable projet pilote. Contrairement à une rue piétonne, une rue partagée comprend une zone de rencontre commune aux piétons et aux automobiles, zone où le piéton est maître et où l'automobile est tolérée. L'existence de ces zones de rencontre n'est pas reconnue dans le projet de loi 71 du code de la sécurité routière du ministère des Transports. Il y a donc un travail de reconnaissance à faire auprès du ministère le plus rétrograde, celui de la «voirie». D'autre part, la vitesse sur une rue partagée ne pourra pas dépasser 25 km/h. Or, les villes, au Québec, n'ont pas encore le droit de réglementer la circulation sur leurs rues à des vitesses de moins de 50 km/h. Donc, il y a de beaux combats à prévoir pour la Ville de Québec auprès du gouvernement du Québec avant de voir la réalisation de ce projet, prévue pour l'été 2011. On devra pousser dans le dos des Labaume, Gilbert et cie pour qu'ils défendent ce projet non-conformiste dans son intégralité.

Les membres élus du Conseil de quartier St-Jean-Baptiste sont : Simon Domingue, Louis Dumoulin, Malie Durocher-Guay, Willem Fortin, Josée Lalande, Lucie Ramsay (prés.), Donald Rodrigue et Thomas Vernes.



Le concept de la rue Ste-Claire partagée présenté par le COMPOP.

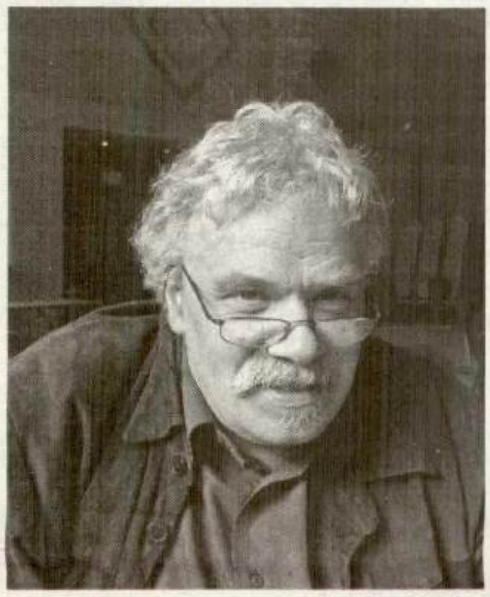


Le budget communautaire 2010-11

Les organismes communautaires en santé et services sociaux (OCASSS) se préparent à une guerre de tranchée avec le gouvernement québécois.

Par Richard Amiot

«Le budget 2010 est, pour le secteur de la santé et des services sociaux, le pire budget de l'histoire de ce secteur au Québec», a annoncé le Regroupement des organisme communautaires de Québec (ROC 03) en convoquant ses quelque 170 affiliés à son assemblée générale, le 22 avril. Le ROC ap-



Pierre Maheux, directeur par intérim ROC 03

prenait à ses membres que le budget provincial leur accordait une indexation financière de 0,4%, en 2010-2011, comparativement à 3,7% pour les organismes publics.

Pour tout le Québec, le budget des OCASSS passe de 425 558 900 $ à 427 275 800 $, une augmentation de 1 716 900 $ ou de 0,4 % d'indexation. Dans le Programme de soutien aux organismes communautaire (PSOC) du ministère de la Santé et des Service sociaux (MSSS) pour la région de Québec, cela représente environ 116 000 $ en tout et pour tout. Voyons à quoi cela va servir.

La vision libérale

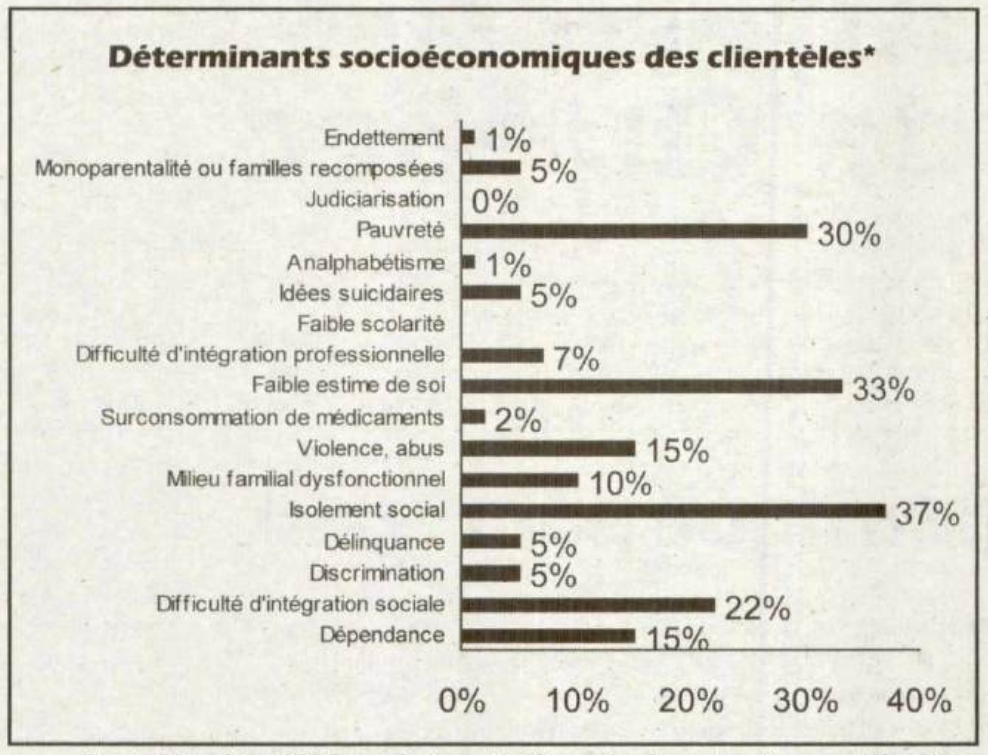
Le gouvernement libéral a décrit sa vision du secteur communautaire dans l'orientation 4 des choix budgétaires pour le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale de Sam Hamad : «Au cours de l'année 2010-2011, le ministère poursuivra la mise en œuvre des orientations en matière d'action communautaire afin de mieux structurer les interventions sur une base territoriale et de susciter la participation de la population notamment par le bénévolat et la philanthropie.»[1] Et la ministre déléguée aux Services sociaux, Lise Thériault, a répondu à ceux qui se plaignaient du manque de moyens des organismes communautaires qu'ils n'avaient qu'à trouver plus de bénévoles!

200 000 personnes

Selon des données compilées par le ROC 03 en 2005, 11 541 bénévoles oeuvraient dans 120 des OCASSS ayant répondu à l'enquête sur les 242 organismes recensés à l'époque. On peut donc en déduire qu'environ 25 000 personnes au total oeuvrent actuellement à titre bénévole dans l'un ou l'autre OCASSS de la capitale nationale. Environ 1800 employés se dévouent pour les encadrer, les former et les aider, la majorité étant sous payés, sans programme de sécurité sociale et sans fond de retraite.

Démêlons un peu les choses. Parmi les organismes communautaires, certains font de l'éducation populaire (alphabétisation, francisation, initiation informatique, etc.), d'autres ont pour mission de défendre l'environnement ou les droits des groupes vulnérables dans la société (gais, ex-détenus, itinérants, jeunes fugueurs, etc.). La part du lion du financement par le gouvernement québécois revient aux OCASSS oeuvrant dans les domaines sensibles de la santé et des services sociaux.

Ces quelque 250 organismes communautaires — on en recensait 242 en 2005, mais il en naît entre 5 et 10 chaque année, et il en disparaît quelques uns — sont de plus en plus actifs dans les domaines de la santé publique et des services sociaux. Ces organismes sont négligés à cause du désengagement de l'État depuis le début des années 1990 (désinstitutionnalisation, coupes budgétaires). Pourtant, ils répondent à de nouveaux besoins, à cause des changements sociaux ou de l'évolution de l'économie. La plupart naissent de l'initiative des citoyens qui en sont les bénéficiaires, les bénévoles et les dirigeants, car tous les OCASSS sont structurés démocratiquement.



* Le total excède 100% car certaines clientèles présentent plus d'une problématique.

Itinérance, perte d'autonomie, déficience intellectuelle ou physique, problèmes en santé physique ou mentale, les OCASSS interviennent en première ligne auprès de clientèles vulnérables et contribuent à désengorger les réseaux publics à bien moindre coût et plus efficacement, conviennent spécialistes et gouvernants.

La pauvreté et l'isolement social sont les problèmes principaux auxquels sont confrontées ces clientèles vulnérables. On parle ici d'environ 100 000 à 200 000 personnes, dans la région de la capitale nationale. Chaque jour, de 1000 à 2000 personnes fréquentent l'une ou l'autre ressource communautaire à Québec. Dans la province, multiplions ces chiffres par 10.

Tout cela à bien peu de frais, pour des bénéfices énormes en santé publique et en bien-être social. Bénévolat, main-d'œuvre sous payée mais dévouée, l'État a si bien compris que les gouvernement successifs, depuis 20 ans, ont entrepris de pelleter dans la cour du communautaire de plus en plus de tâches. Les ententes de service avec les OCASSS se multiplient, au point de compromettre la poursuite de leur mission première.

«Ils veulent nous obliger à rentrer dans les corridors du réseau public», dénonce Pierre Maheux, directeur par intérim du ROC 03. En négligeant le financement de la mission de base déterminée par les membres (environ 25 000 dans la ville de Québec), le gouvernement fait pression sur eux pour qu'ils acceptent de plus en plus de prendre la relève des missions de l'État. Ainsi, le gouvernement pourra couper davantage dans les services et économiser de l'impôt aux mieux nantis.

C'est d'autant plus tentant pour les politiciens que les organismes communautaires s'autofinancent en bonne partie. Selon des données compilées en 2005, les OCASSS trouvent 36% de leur financement par des levées de fonds (via des fondations charitables) et des contributions de leurs membres ou des usagers. Les ententes de service et le PSOC y sont pour un peu plus de 47% de financement (pour autant d'économies dans le service public), et le 15% restant provient du fédéral et d'autres sources du gouvernement provincial.

En 2010-2011, au contraire, les fonds alloués par la province à la Fondation Chagnon vont plus que doubler. Jusqu'à maintenant, raisonne Pierre Maheux, le rôle des fondations était de soutenir financièrement le communautaire, pas de le remplacer et de déterminer les services à rendre à la population à la place de l'État et des citoyens.

Tout cela sur fond de menaces de privatisation des soins de santé et d'imposition de ticket «orienteur». C'est le plus grand bouleversement du système de sécurité sociale au Québec depuis la réforme Castonguay-Nepveu en 1973, et cela se fait sans même avoir été débattu pendant la dernière campagne électorale, accuse Pierre Maheux.

Mise sur pied du Fonds de la santé, introduction d'une franchise santé, désindexation et coupes budgétaires, rien de tout cela n'a fait l'objet de débats démocratiques. Le Parti québécois s'en tient loin et néglige son rôle politique de loyale opposition de Sa Majesté.

L'opposition se retrouve donc à la rue.

1 Gouvernement du Québec. (2010) Budget de dépenses 2010-2011 - Volume 3 : Plan annuel de gestion des dépenses des ministères et organismes. p. 107.

Conseiller en sécurité financière
Conseiller en assurances collectives

Michel Yacoub

- Assurance Collective
- Assurance Salaire
- Assurance Vie
- R.E.E.R Collectif
- R.E.E.R

505 14e Rue
Québec, Qc. G1J 2K8
Tél. : (418) 529-4226
Fax : (418) 529-4223
Ligne sans frais 1-877-823-2067

Festival Altern'Art de Québec

Le Festival Altern'Art 2010 aura lieu, jusqu'au 16 mai, sous le thème «Nuits magiques». D'un kitsh assumé, ce clin d'œil au grand succès de 1986 de la chanteuse française Catherine Lara ouvre la porte à des œuvres surréalistes touchant tantôt au rêve et à la sensualité, tantôt au fantasme et à l'imaginaire.

Le festival s'articulera autour de l'exposition des œuvres «théâtrales» du jeune peintre lavallois Mathieu Laca, à la galerie d'art L'Espace contemporain.

On compte également, dans la programmation provisoire d'Altern'Art, l'édition 2010 du Concours de la relève pour découvrir les voix de demain, de même qu'une conférence-projection de film, un cabaret-party érotico-trash et une soirée d'improvisation. Enfin, l'exposition extérieure collective Corrid'Art de même que le concours de création et la soirée littéraires seront de retour cette année.

Création littéraire

Les amantEs de la plume sont invitéEs à soumettre un court texte inédit, rédigé en français, sous le thème «Nuits magiques». Le concours de création littéraire Altern'Art compte deux catégories : texte de fiction narrative (450 à 600 mots) et suite poétique (250 à 400 mots). Une soirée littéraire avec lectures des textes gagnants et remise des prix aura lieu.

Pour ce qui est du volet collectif en arts visuels, il sera présenté jusqu'au 30 mai à travers l'exposition extérieure de reproductions ou de photographies Corrid'Art sur la clôture du cimetière St. Matthew, rue Saint-Augustin.

Détails de la programmation et information sur www.glbtquebec.org/alt_art.htmal

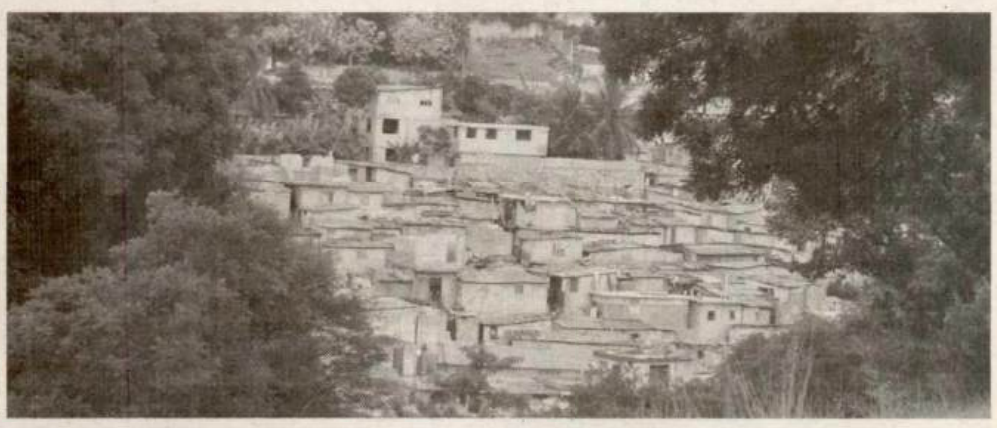
Musique pour Haïti

L'ensemble Les Violons du Roy présente un concert-bénéfice à la salle Raoul-Jobin du Palais Montcalm, le vendredi 7 mai, à 20h. Les profits seront remis à Plan Nagua pour financer la construction de logements solides, la mise sur pied de projets en agriculture et en l'élevage, ainsi que pour la promotion des droits humains en Haïti.

Au programme, *Les quatre saisons*, d'Antonio Vivaldi, concertos pour violon parmi les *plus célèbres* du répertoire, sous la direction du claveciniste Richard Paré, comme chef, en compagnie de quatre violonistes de l'orchestre, Nicole Trotier, qui interprétera *Le printemps*; Pascale Gagnon *L'été*; Michelle Seto *L'automne*; et Pascale Giguère *L'hiver*. L'écrivain Alix Renaud animera la soirée. Billets en vente sur Billetech www.billetech.com/html/artist.htmI (31,50$ plus taxes et service) ou au Palais Montcalm.

La Bolivie en images

Le samedi 16 mai, au Café Nagua, 5 à 7 pour le vernissage de l'exposition de photographies sur la Bolivie d'Élizabeth Drapeau. Originaire de Kamouraska et passionnée d'art et de voyage, la photographe tente d'immortaliser la richesse de ses rencontres, la beauté du monde qui nous entoure, le regard des autres cultures et l'âme humaine. Elle dédie cette exposition au soleil d'Amérique latine, au peuple de Bolivie et à leurs sourires éternels.



Un des quartiers de Port-au-Prince. Photo: Alsandro

Soirée Contes et Légendes

Toujours au Café Nagua, le dimanche 30 mai, à 19h, une soirée Contes et légendes présente des conteurs d'ici et d'ailleurs, se relayant sur scène pour vous faire voyager à leur façon. Une belle manière de terminer la fin de semaine.

Plan Nagua, 110, 10e Rue, bureau 200, Québec (Québec), 418-521-2250. www.plannagua.qc.ca

renauderie
Les poteaux

Enfant, déjà, comme tout bon gardien de but de hockey-bottines, je me suis fait l'ami des poteaux. Mon imagination partait souvent à l'aventure autour d'eux et, un après-midi, j'avais même réussi à découvrir le pot-aux-roses du poteau rose. Ainsi, après plusieurs années où je n'ai fait qu'y accoter candidement mon épaule, cette amitié s'est avérée si solide que, encore aujourd'hui, goûtant au bonheur de passer près de l'un d'eux, je touche du bois à l'idée qu'un jour peut-être ils n'existeront plus. On parle d'enfouir les fils électriques, soit, mais de grâce, laissons là ces chers poteaux, qui ne sont pas tant des patères, mais des potes à proprement parler.

Bien qu'ils soient tous plus ou moins croches et écorchés, ils m'auront montré ce qu'est la droiture lorsque je les aperçois, été comme hiver, supporter tant bien que mal tous ces fils, luminaires, boîtes électriques, signaux, affiches, broches et relents d'urine que les besoins de la ville leurs confient sans cérémonie. Souvent vandalisés, ces anciens arbres en forme de croix continuent pourtant de pardonner aux citadins qui les ont plantés là en plein trottoir en tendant volontiers l'écorce gauche à d'autres balafres imméritées. Dans l'ombre des gratte-ciels, invisibles pour ceux qui ne remarquent que ce qui gigote, les poteaux, par leur incommensurable don de soi, m'enseignent la dignité des laissés-pour-compte et l'humilité des amours ignorés. (Ici j'exagère sur le manque d'égards faits à leur endroit, car je me rappelle ce soir où la foudre en avait abattu un dans ma ruelle qui, pour souligner son émoi, avait entamé une minute d'obscurité en son honneur.)

Avec eux pour orner mes promenades, je ne me sens jamais seul ; ils m'éclairent, me guident et m'informent sur ce qui se passe en ville : quels chats ont disparu, quels garages offriront des ventes telle fin de semaine ou quelles manif se trament à l'insu des grands panneaux publicitaires. Ils affichent ces choses qu'on ne verra pas à la télévision, qui ne sont pas nécessairement recommandables et qui se font arracher rapidement. L'indifférence des poteaux coincés au centre de cette guerre d'affichage me fait sourire… comme ils en ont vu d'autres !

Mais ce pour quoi j'éprouve le plus de gratitude envers les poteaux, c'est qu'ils me font parfois durement revenir sur terre lorsque, trop absorbé par moi-même, je ne prends pas le temps de les contourner, les ayant pour un moment oubliés. Sonné, je lève ma tête vers leurs cimes et je contemple alors la véritable nature de notre relation, pleine de bienveillances réciproques et inconditionnelles.

Renaud Pilote

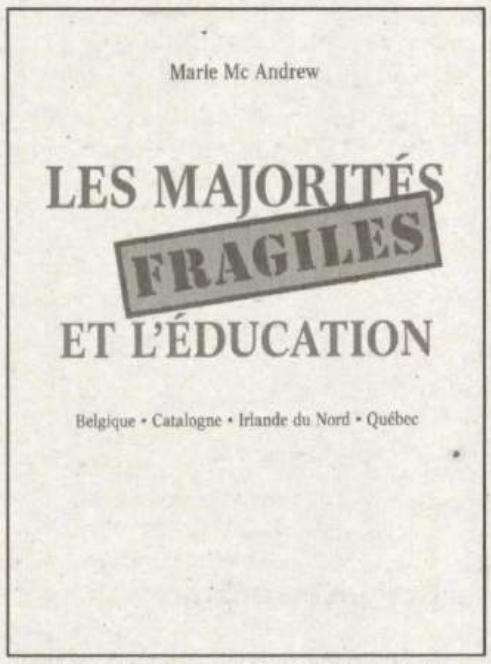
Les majorités fragiles

Belgique, Catalogne, Irlande du Nord, Québec! Ces quatre noms associés disent assez bien le sujet : la question linguistique.

La question (ou le débat ou la bataille) linguistique : partout la même, toujours différente, tant sont nombreuses ses implications dans la vie de tous les jours et dans l'identité des personnes. Si on y ajoute les problèmes d'immigration, de la nécessaire intégration, puis ceux de l'éducation, on atteint vite des sommets en terme de tensions sociales, culturelles et politiques.

Marie Mc Andrew, professeure à la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université de Montréal, titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur l'éducation et les rapports ethniques, avait remporté le Prix Donner pour le meilleur livre sur la politique publique canadienne avec son ouvrage *Immigration et diversité à l'école* (PUM, 2001). Une décennie plus tard, elle récidive en poussant plus loin son analyse avec *Les majorités fragiles et l'éducation* mettant en scène quatre pays improbables où une majorité qui n'en est pas une lutte comme une minorité menacée pour sa survie.

On a tendance à considérer les rapports ethniques comme mettant en jeu une majorité dominante, exerçant son pouvoir sur un ensemble de minorités. Or, en Amérique du Nord comme en Europe, on trouve plusieurs



cas éloignés de ce modèle. Parfois, plusieurs groupes partagent un pouvoir sensiblement équivalent quant au contrôle de l'État et à l'imposition d'une définition de la nation. C'est le cas des néerlandophones (Flamands) et des francophones (Wallons) en Belgique, ce royaume au bord de la crise de nerfs où les Flamands, longtemps dominés par les Wallons, se vengent de belle manière d'un siècle et demi d'humiliation. C'est le cas des catholiques et des protestants en Irlande du Nord, la religion s'y étant substituée à la langue comme support de l'identité culturelle nationale. Il arrive aussi, comme au Québec et en Catalogne, que des majorités clairement identifiables connaissent une «ambiguïté de dominance», selon le mot de l'auteure, liée à leur statut minoritaire à l'échelle nationale.

Ces situations sont fascinantes à observer et éclairantes pour comprendre le rôle de l'éducation dans le maintien ou la transformation des frontières ethniques et des identités. Marie Mc Andrew le démontre dans ce livre où elle se penche sur divers enjeux, parfois controversés, tels la scolarisation commune, l'enseignement de l'histoire, l'intégration linguistique des immigrants, ou encore la prise en compte de la diversité à l'école. Elle s'appuie sur dix ans de travaux comparatifs réalisés dans le cadre du Réseau sur l'éducation dans les sociétés divisées, d'où est issu le concept de majorité fragile. (R.A.)

Marie Mc Andrew. *Les majorités fragiles et l'éducation • Belgique • Catalogne • Irlande du Nord • Québec.* PUM, mars 2010, 292 pages. 29,95$

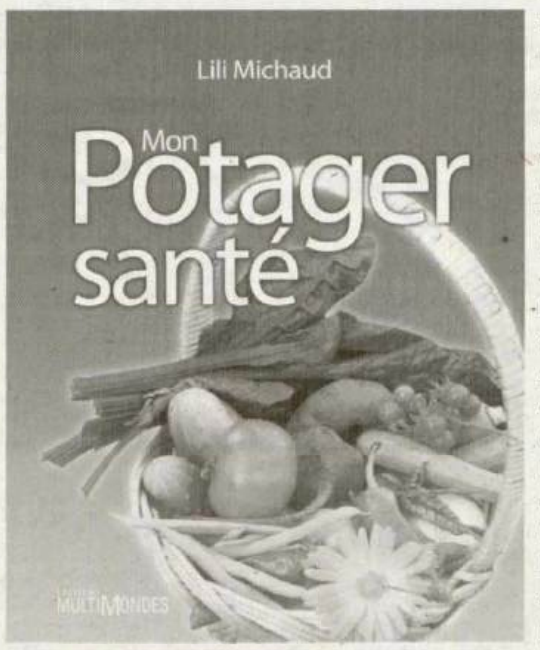
www.atquebec.org

biblio terre

Les AmiEs de la Terre de Québec

MON POTAGER SANTÉ

Cultiver ses propres légumes de façon écologique est une merveilleuse façon de protéger à la fois sa santé et l'environnement et d'éviter les pièges de la consommation de masse. Savoir faire son potager ou cultiver quelques légumes sur son balcon ou sa terrasse est malheureusement une pratique que la plupart des citadins ignorent. Voilà pourquoi l'agronome et formatrice Lili Michaud a rédigé un livre éminemment simple, pratique et adapté à la situation de chacun, *Mon potager santé*, qui vient de paraître aux Éditions MultiMondes.



Grâce à ce guide accessible et bien illustré, on peut se mettre à cultiver soi-même – du semis jusqu'à la récolte – une quarantaine de plantes que l'agronome recommande en raison de leurs qualités nutritives et de leurs atouts santé. Lili Michaud – dont les deux livres précédents *Tout sur le compost* et *Le jardinage écologique*, viennent d'être repris en France par les Éditions Edisud – établit clairement les liens santé unissant tous les organismes vivants et explique pourquoi cultiver ses propres légumes de façon écologique contribue à protéger l'environnement ainsi que les effets positifs sur la santé physique et mentale du jardinier et de ses proches.

Le livre décrit toutes les étapes de planification et de réalisation d'un potager dans toutes les conditions : dans sa cour, dans un jardin communautaire ou sur son balcon (de façon limitée, dans ce dernier cas, bien sûr).

Plusieurs compléments d'information accentuent le caractère pratique de *Mon potager santé*. Un tableau complet sur la conservation des légumes aidera à profiter de la valeur nutritive de ceux-ci le plus longtemps possible. La fabrication d'un contenant à réserve d'eau permettra de cultiver sans souci des tomates et d'autres légumes sur le balcon. De plus, grâce à ce livre, on est au fait des méthodes de prévention et de contrôle naturelles des dommages causés aux légumes par les ravageurs (insectes et autres) et les maladies. Tout ce qu'il faut pour un retour à la terre réussi… en ville!

L'auteure

Lili Michaud est agronome, consultante et formatrice en horticulture écologique. Elle préconise des pratiques horticoles respectueuses de l'environnement et de la santé des humains. Elle est animée par la passion habitant tous ceux qui travaillent avec la terre et les principes naturels. Ses talents de vulgarisatrice l'ont amenée à prononcer des centaines de conférences et à accorder de nombreuses entrevues dans les médias. Elle est l'auteure de *Le jardinage écologique* et de *Tout sur le compost* publiés par les Éditions MultiMondes.

Lili Michaud. *Mon potager santé*. Édition MultiMondes, 2010, 368 pages. Couleurs. 27,95 $

Les livres présentés dans Biblioterre sont disponibles à la librairie La page noire, 265, rue Dorchester, Québec; et chez Les AmiEs de la Terre de Québec, 870, av. de Salaberry, local 210, Québec.

Calendrier populaire

6 mai

5 à 7 de *Droit de parole*, à l'AgitéE (251, Dorchester). Invitées : Amélie Bédard, professionnelle de recherche de l'université Laval, et des membres de L.U.N.E. (Libres Unies Nuancées Ensemble), pour présenter le projet de refuge pour les prostituées à Québec.

Jusqu'au 7 mai

Semaine de la dignité des personnes assistées sociales, sur le thème «Les catégories c'est fini! Appauvrir ça suffit!» pour revendiquer l'abolition des catégories à l'aide sociale. Information : ROSE du Nord, 418-622-2620, ou ADDS-QM 418-525-4983

7 mai

Les talents en folie, à 19h, dans le cadre de la Semaine de la santé mentale (du 3 au 9 mai), au Centre Horizon (801, 4e Rue, Limoilou), Salle Dalpé, un spectacle hors du commun, musique, danse et théâtre, avec les clubs musicaux des Pavois de Québec et Loretteville, la troupe de théâtre Les merveilleuses têtes heureuses, la troupe de danse Random. Info° 418-522-1281. Toute la programmation de la Semaine de la santé mentale sur Internet (en format Acrobat) : www.acsm.qc.ca/Data/Document/QUÉBEC.pdf

«Les multinationales et le commerce équitable», formation dispensée de 13h à 16h au Centre culture et environnement Frédéric Back, Salle Michel Jurdant/Alcoa (870, avenue de Salaberry, bureau 316), dans le c adre de la Quinzaine du commerce équitable. Info: Mylène Armstrong, marmstrong@plannagua.qc.ca; 418-521-2250 # 225.

8 mai

***Foire* de la consommation responsable**, de 10h à 16h, au Carré d'Youville.

11 mai

Café Solidarité Haïti, à 10h30, au Café Nagua (990, 1re Avenue).

«Les droits humains et les pratiques des organismes communautaires», formation dispensée par la Ligue des droits et libertés, de 9h30 à 15h30, au Centre Durocher (290, rue de Carillon), sur les droits humains et les pratiques des organismes communautaires. Inscriptions : Sylvie Gagnon sgagnon@liguedesdroits.ca. Information : Mariane Fradet, coordonnatrice de la section de Québec, 418-522-4506 www.liguedesdroitsqc.org

Manifestation, à 11h, au ministère des Affaires municipales (10, rue Pierre-Olivier-Chauveau), pour dénoncer la discrimination dans la recherche de logement. Info : le BAIL, 418-523-6177.

15 mai

L'anticapitalisme: fondements et défis, journée d'étude du Centre justice et foi et de Presse-toi à gauche!, de 9h à 17h, au Cégep Limoilou, 1300, 8e Avenue, avec Pierre Mouterde, Maxime Ouellet, Nicolas Lefebvre-Legault, François L'Italien, Sébastien Bouchard et Étienne Cantin. Inscription avant le 10 mai, au coût de 20 $ (tarif étudiantEs et faibles revenus : 10 $) incluant le repas du midi. Christiane Le Guen, cleguen cjf.qc.ca; 514-387-2541 # 234. www.cjf.qc.ca ou www.pressegauche.org

Journée contre l'homophobie à Québec : à 13h30, marche de solidarité avec GLBT Québec/Lutte à l'homophobie, GRIS-Québec, MIELS-Québec, GRIS Chaudière-Appalaches et la Coalition gaie et lesbienne du Québec, pour souligner la Journée internationale contre l'homophobie (le 17 mai). Détails: homophobie.org/

17 mai

Développement durable et souveraineté dans l'Arctique, colloque international se terminant le 18 mai, à l'Amphithéâtre Hydro-Québec du pavillon Alphonse-Desjardins, à l'université Laval. fd.ulaval.ca/arctique/

25 mai

Économie sociale: La relève, c'est une boîte à outils et bien plus encore, de 8h30 à 16h30, au Centre Victor-Lelièvre (475, boulevard Père-Lelièvre), salle 4, une formation organisée par le Centre St-Pierre en collaboration avec la Table nationale des corporations de développement communautaire (TNCDC) pour se familiariser avec le contenu de la Boîte à outils sur la relève des travailleurs et travailleuses dans les organismes communautaires. Inscription (20 $) : Line Belleau, 418-681-3501.

Judiciarisation des personnes itinérantes (amendes abusives). Soirée d'éducation populaire, à 18h45, au sous-sol de l'Église St-Roch (590, rue St-Joseph Est), animée par la section de Québec de la Ligue des droits et libertés, en collaboration avec le Regroupement pour l'aide aux itinérants et itinérantes de Québec (RAIIQ), avec Céline Bellot, professeure à l'École de service social de l'Université de Montréal et chercheure au Centre international de criminologie comparée (CICC) et au Collectif de recherche sur l'itinérance (CRI).

30 mai

Punk engagé: Wisdom in Chains, Sons of Disgrace, Plus Minus, Injuries, T.N.S., à L'AgitéE (café-bar-spectacle coopératif, 251 Dorchester). Ouverture des porte à 18h30. Spectacle à 19h. Entrée 13$.

Université féministe d'été, du 30 mai au 5 juin, à l'Université Laval, sur le thème : Femmes et développement durable, une alliance possible? Faculté des sciences sociales, université Laval, 418-656-2131 # 8930; www.fss.ulaval.ca/universitefeministedete

6 juin

15e édition du Grand Marché aux puces, de 9h à 17h, sur la rue Cartier, organisée par l'Association des commerçants de l'Axe Montcalm : plus de 200 tables d'objets hétéroclites, de bonne bouffe, de vêtements neufs et usagés, de bijoux, meubles, etc.

Toutes les activités sociales, culturelles et politiques sur le calendrier de la démocratie en action: www.reseauforum.org